



HAL
open science

Le COVID et les troubles de mémoire de l'Espagne

Pierre Cambot

► **To cite this version:**

| Pierre Cambot. Le COVID et les troubles de mémoire de l'Espagne. 2020, pp.7-10. hal-04128472

HAL Id: hal-04128472

<https://univ-pau.hal.science/hal-04128472v1>

Submitted on 14 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le COVID et les troubles de mémoire de l'Espagne

L'Espagne a mal à sa mémoire et le COVID le lui rappelle.

Le COVID et le régime franquiste. Incarnant l'amnésie officielle du régime démocratique sur la dictature franquiste, sont décédés à quelques jours d'intervalle José María GALANTE dit « El Chato », militant communiste emprisonné et torturé dans les prisons franquistes entre 1969 et 1974 ainsi que son tortionnaire, Antonio GONZALEZ PACHECO, dit « Billy El Niño », membre de la police franquiste.

A travers leur disparition, c'est le déni de mémoire de l'Espagne à l'égard des victimes du franquisme qui ressurgit.

Voilà des années qu'El Chato et d'autres victimes cherchent à obtenir justice en poursuivant les fonctionnaires et responsables politiques du régime dictatorial à l'origine des sévices qu'ils subirent. Las, la loi d'amnistie 46/1977 du 15 octobre 1977 interdisait toute poursuite. Même le recours à la justice universelle qu'ils tentèrent d'actionner depuis l'Argentine ne leur permit pas de vaincre l'oubli législatif. La justice argentine avait pourtant qualifié de crimes contre l'humanité les tortures, disparitions et persécutions politiques du régime dictatorial. Ces poursuites rappelaient aussi que, jusqu'à son terme, le régime franquiste né dans l'alliance avec le nazisme – Guernika et la División Azul en témoignent – s'apparentait non pas à un paternalisme autoritaire et bienveillant mais à une terreur d'Etat pratiquant la répression politique, les rafles et la torture. Après avoir poursuivi, au nom de la justice universelle, la dictature argentine, l'Espagne refusait en retour de s'en remettre aux demandes d'extradition de l'argentine devenue démocratique. Même le juge Baltazar Garzón fut poursuivi pour forfaiture pour avoir essayé de sortir de l'oubli les crimes franquistes.

Le régime franquiste laisse ainsi derrière lui en toute impunité quatre fois plus de disparus que la dictature argentine, plus de deux milles fosses communes, des dizaines de milliers d'enfants enlevés à leur mère républicaine et tout autant de personnes exilées, emprisonnées ou torturées jusqu'à la mort du Caudillo.

Pour autant, l'attachement sentimental – et non pas idéologique – à la personne de Franco comme la recherche d'un consensus social et politique passant par un sacrifice assumé des victimes du franquisme acculent l'Espagne dans une impasse mémorielle qui n'est plus tenable.

Des démarches *a priori* élémentaires visant à purger la démocratie espagnole de ses restes franquistes suscitent étonnamment des querelles politiques très vives entre partis politiques de premier plan. Il en a été ainsi du changement très récent des noms des rues à connotation franquiste. El Chato, par exemple, habitait rue du Général Yagüe responsable du massacre de Badajoz pendant la guerre civile. De la même façon, l'ouverture des fosses communes et l'identification des républicains fusillés n'ont pu être envisagées qu'à la faveur de la loi du 26 décembre 2007 sur la mémoire historique adoptée en dépit de l'opposition du Parti populaire. Cette loi est pourtant bien timide et laisse au milieu associatif – dépendant des subventions publiques - la mise en œuvre de ces investigations. En réaction, le Gouvernement Rajoy limita puis supprima les subventions publiques à ces associations pour de seuls motifs politiques. Plus récemment encore, l'exhumation de la dépouille de Franco du Valle de los Caídos et son déplacement vers un cimetière à l'initiative du Congrès des députés suscitèrent les mêmes clivages au sein des institutions publiques (voir le numéro précédant de la Lettre ibérique).

Manifestement, la rhétorique classique visant à tourner la page franquiste selon laquelle « il faut aller de l'avant » ou « il y a eu des morts de deux côtés » n'est pas parvenue à panser les plaies

ouvertes depuis plus de quatre-vingt ans. L'Espagne doit encore inventer la voie appropriée pour sauver sa mémoire et sa dignité en rappelant aux victimes du franquisme qu'elles ne sont pas coupables d'aspirer à la justice. A défaut, en éliminant les symboles de cette impunité, le COVID aura rendu un grand service à l'amnésie officielle qui prévaut jusqu'à présent.

Tandis que le régime franquiste a été la première terreur de l'Espagne au XXe siècle, l'ETA en a été la seconde. Si l'organisation séparatiste est née sous le franquisme, elle a, pour l'essentiel, tué, mutilé, extorqué et enlevé depuis la transition démocratique et sa légitimité antifranquiste s'est immédiatement dissipée avec l'avènement de la démocratie. Le COVID, là encore, rappelle à l'Espagne son devoir de mémoire à l'égard de la folie meurtrière de cette organisation terroriste.

Le COVID et l'ETA. Le COVID a aussi emporté certains des symboles de la lutte contre la terreur basque.

Il en va ainsi de José Maria CALLEJA, journaliste courageux et placé sous escorte pendant des années, dont l'insatiable travail chercha à prendre en considération les victimes du terrorisme ainsi qu'à démonter les ressorts de la pensée unique et mortelle de l'ETA laquelle, au-delà des attentats, a gangrené la société basque (Parmi d'autres, « *Contra la barbarie. Un alegato en favor de las víctimas de ETA* », « *La diáspora vasca. Historia de los vascos condenados a irse de Euskadi por culpa del terrorismo de ETA* », « *Arriba Euskadi. La Vida Diaria en el País Vasco* », « *Algo habrá hecho. Odio, muerte y miedo en Euskadi* »).

De même, est décédé de cette maladie, Enrique MUGICA, membre historique du PSOE connu pour ses positions antifranquistes qui l'amènèrent à connaître les geôles du Caudillo. Avec la démocratie, il fut Député de Guipuzcoa, Ministre de la justice du Gouvernement de Felipe González à l'origine de la dispersion des prisonniers de l'ETA et Défenseur du peuple. Son frère Fernando MUGICA, avocat à Saint-Sebastien et membre influent du PSOE, fut tué sous les yeux de son fils par l'ETA. Parmi d'autres victimes du COVID, il est enfin possible de citer Santiago LANZUELA, responsable du parti populaire d'Aragon menacé par l'ETA et très proche de Manuel GIMENEZ ABAD qui lui succéda à la tête de ce parti et qui fut, lui aussi, abattu sous les yeux de son fils en allant au stade de Saragosse assister à un match de football. Puisse la mémoire de ces défenseurs de la liberté être entretenue.

Mais le COVID n'est pas qu'une maladie mortelle, il s'est aussi invité comme argument politique au soutien d'un mouvement d'autolégitimation de l'action terroriste. Au moment de disparaître et de remettre son arsenal aux autorités françaises, l'ETA s'est présenté comme un faiseur de paix contraint à la violence par l'incapacité des Etats français et espagnol à entendre la spécificité de son discours. Brandissant son antifranquisme initial et l'action des GAL comme un blanc-seing pour le surplus de son activité et convoquant des personnalités étrangères pour revendiquer une virginité improbable, l'ETA a réussi à scénariser la fin du terrorisme pour la convertir en volonté unilatérale de mettre un terme à un prétendu « conflit basque ».

C'est dans ce cadre que le COVID fut invoqué par diverses personnalités françaises et étrangères au soutien de la sortie de prison de Josu URRUTIKOETXEA BENGOTXEA, dit TERNERA, prisonnier âgé et malade incarcéré en France, et dirigeant historique de l'ETA. Parce qu'il a été la voix de l'ETA annonçant la fin de son activité et parce qu'il a déjà été impliqué dans des négociations avec le gouvernement espagnol pour organiser la sortie du terrorisme, Josu TERNERA semblait, pour ces seuls motifs, devoir bénéficier d'un traitement préférentiel – parmi l'ensemble des prisonniers malades incarcérés en France – justifiant sa sortie de prison du fait du COVID. Il a pourtant essayé d'échapper à la justice pendant des années et devra répondre des crimes les plus terribles commis par l'ETA dont notamment l'attentat du 11 décembre 1987 contre une caserne de la garde civile, tuant onze personnes, dont cinq enfants, et faisant des dizaines de blessés.

A travers le COVID et de ce que l'on retiendra de Josu TERNERA, c'est en réalité tout l'après-terrorisme qui interroge au moment de sceller l'histoire officielle de l'ETA.

Il est un fait admis selon lequel la violence de l'ETA est désormais condamnée par les partis politiques indépendantistes (EH-BILDU) qui, progrès fondamental, reconnaissent désormais le mal causé à la société basque par le terrorisme basque. Il n'est donc plus question pour l'indépendantisme politique d'être le faux nez de l'indépendantisme terroriste. Cette « normalisation » de la gauche abertzale a même permis le rétablissement d'un dialogue avec certains partis « classiques » tels que le PSOE. Mais, ce rapprochement a, dans le même temps, été très critiqué par le Parti populaire ou encore par certains citoyens comme José María MUGICA, fils de Fernando MUGICA et témoin de l'assassinat de son père, qui a quitté le PSOE pour ce motif.

Néanmoins, tout n'est pas clair encore dans la pensée indépendantiste et l'on retrouve encore la dangereuse rhétorique « il faut aller de l'avant » ou « il y a eu des morts de deux côtés » pour appeler, cette fois, à l'indulgence à l'égard des membres de l'ETA encore incarcérés. A en croire ce discours, la dissolution de l'ETA devrait emporter avec elle l'absolution de ses crimes ou, à tout le moins, des réductions de peine en récompense de cette paix concédée. Les victimes de l'ETA sont, quant à elles, certes admises mais diluées dans celles du franquisme, du GAL ou des forces de l'ordre pour rappeler que toutes les victimes se valent et, implicitement, que l'ETA n'est pas né du néant et n'a agi, ensuite, qu'en réplique aux exactions de la police post-franquiste. C'est oublier que la transition démocratique s'est amorcée dès la mort de Franco et que les crimes odieux et absurdes du GAL – environ 30 morts entre 1983 et 1987 – ou les abus commis par les forces de l'ordre à l'occasion de certaines arrestations ne sauraient servir d'alibi à un terrorisme massif et aveugle qui a étouffé la démocratie espagnole pendant 40 ans.

Les élections sont libres aujourd'hui comme il y a quarante ans et les courants indépendantistes n'y ont jamais été interdits. Les crimes de l'ETA n'ont servi à rien ni à personne.

Enfin, les hommages aux terroristes basques sortant de prison se multiplient sous l'œil bienveillant d'EH-BILDU et la pression sociale exercée par les secteurs les plus durs de la gauche abertzale demeure, révélant la persistance d'un système de valeurs peu enclin à une remise en question du terrorisme.

Il est donc primordial que l'Espagne s'arcoute pour défendre sa mémoire et les victimes du terrorisme basque en ne laissant pas de place à un révisionnisme bien-pensant coupable de trop d'indulgence à l'égard de l'ETA. Sans doute, doit-elle aussi entendre toutes les victimes de son histoire pour consolider son unité toujours plus menacée en dépit de la fin du terrorisme. **P.C.**